



Communication au Comité des donateurs pour le Fonds de solidarité pour le Liban  
27 avril 2021

### **Note d'avancement sur les activités du programme**

---

Le fonds de solidarité pour la Liban de Cités Unies France progresse dans la réalisation de son programme d'aide aux victimes des différentes crises que traverse le Liban. En ce sens, des actions tournées aussi bien vers les familles que les institutions sont en cours, à Beyrouth comme dans sa périphérie.

Ce document fait état de l'avancée des travaux de 4 activités prévues par le programme :

- L'appui aux familles sinistrées dans la municipalité de Bourj Hammoud
- La rénovation d'un centre communautaire dans le quartier de Karantina à Beyrouth, avec le soutien du Beirut Urban Lab
- Actions dans le domaine de l'éducation : appui à l'enseignement à distance et à l'apprentissage des outils du numérique
- Le soutien au Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL) pour ses activités

Un calendrier des activités en cours et à venir est également disponible à la fin de ce document.

# 1. Appui à la municipalité de Bourj Hammoud

Une réunion entre le maire de Bourj Hammoud, Georges Krikorian, et Cités Unies Liban/BTVL s'est tenue le mercredi 12 avril 2021, afin de recueillir les besoins et attentes des familles doublement touchées par la crise économique et par l'explosion de Beyrouth.

## 1.1 Aide directe aux familles

M. Krikorian a rejeté l'idée de travailler sur un quartier spécifique ou de cibler un seul public car cela pourra créer un déséquilibre dans la distribution d'aides et marginaliser certaines catégories tout autant dans le besoin. Aujourd'hui la situation économique n'épargne personne, et donc il est difficile de cibler un quartier ou un public spécifique.

Par ailleurs, il est impossible avec les moyens et les ressources dont dispose la municipalité ou avec le budget de ce projet de réaliser une étude sur toute la ville de Bourj Hammoud (qui inclut 150-170 000 habitants, 24 000 unités résidentielles et 12 000 unités non-résidentielles).

La municipalité n'a donc pas un recensement de toutes les unités résidentielles de Bourj Hammoud mais elle collecte des informations à partir de trois sources :

1. La municipalité est en partenariat avec des associations communautaires de Bourj Hammoud comme notamment la paroisse Mar Youssef, Al-Masjed, Al-Housseinyeh, les associations caritatives, les organismes religieux (comme des églises, etc.), et les dispensaires qui travaillent sur Bourj Hammoud. Tous ces organismes soumettent, de façon régulière, leurs données à la municipalité. C'est de cette façon-là que la municipalité a su qu'il y a 6700 familles sans aucune source de revenu.
2. La municipalité reçoit également des données des ONG locales et internationales qui travaillent sur Bourj Hammoud.
3. La municipalité a créé une Hotline sur l'application WhatsApp (il est impossible d'appeler, juste d'envoyer des textos) où les habitants expriment leurs besoins prioritaires (aides alimentaires, médicaments, etc.). Ces besoins seront regroupés dans une base de données. M. Krikorian a noté qu'il serait intéressant de travailler sur l'analyse de ces données, mais cela nécessitera beaucoup de temps et le calendrier de travail de ce projet ne le permet pas.

Pour la distribution des aides, M. Krikorian a expliqué qu'il y a un facteur unique à la municipalité de Bourj Hammoud. Depuis 1953, date de création de la municipalité de Bourj Hammoud, la distribution des aides se passe de façon à inclure toutes les catégories pour ne pas marginaliser certains groupes (à l'image des élections municipales qui se passent par consentement général de façon à ce que tout le monde soit représenté). En ce sens, quand une ONG souhaite distribuer des aides à travers la municipalité, la distribution d'aide vise tous les groupes présents dans la région.

La plupart des aides sont distribuées directement par les ONG ; notant qu'ils ont des listes anciennes des familles en difficulté, ou, comme la Croix Rouge, ils ont des listes du ministère des Affaires Sociales, selon des sondages faits il y a 3-4 ans. Il est très rare que les ONG demandent à la municipalité des listes (pourtant les données de la municipalité sont mises à jour).

### *Exemple de types d'appui*

M. Krikorian a affirmé que comme les priorités des habitants ne sont pas les mêmes, il est difficile de généraliser. En ce sens, il a suggéré de créer différents programmes d'aide (selon les tranches d'âges) et a donné plusieurs exemples de types d'appui déjà réalisés :

- Des coupons alimentaires de supermarché : la municipalité a distribué des aides une seule fois, il y a deux ans. Il s'agissait de coupons de supermarché de 60 000 L.L. ; distribués par les membres du conseil municipal et les associations. Ce type d'appui est bénéfique pour les plus âgés, notamment les résidents qui ne peuvent plus travailler et n'ont aucune source de revenu. M. Krikorian a quand même noté que ces coupons ne doivent pas se limiter aux produits alimentaires car, parfois, les gens ont besoin de produits ménagers et sanitaires surtout avec la pandémie.
- Connexion internet : M. Krikorian a expliqué qu'il y a des gens qui n'arrivent pas à payer leurs factures d'internet et donc leurs enfants n'arrivent pas à suivre leurs cours dispensés à distance.

- Des médicaments.
- Cash-for-work pour les jeunes : Ce type d'appui permet non-seulement d'aider la personne qui va être payée mais est également bénéfique au commanditaire (par exemple : la municipalité) et à la communauté locale qui profite d'un certain service. Ceci permet de réduire la « mentalité de mendier » (ou de vivre d'aumônes) et d'encourager les jeunes à gagner eux-mêmes leur vie. Voici quelques exemples :
  - o Donner du travail à des étudiants : Suite à l'explosion plusieurs organismes universitaires ont payé des étudiants 50 000L.L. par journée de travail pour faire un travail de terrain (une collecte de données).
  - o Une ONG (avec un financement espagnol), pour aider la municipalité à assurer la propreté des rues et déboucher les égouts, a fourni du travail à 200 personnes pour une dizaine de jours (20\$/jour). Les habitants pouvaient postuler à travers un formulaire en ligne. M. Krikorian a quand même spécifié que 3500 personnes de nationalité libanaise avaient postulé. La situation catastrophique que subit le Liban n'est plus limitée à une catégorie de la population ou à un quartier. Aujourd'hui, Bourj Hammoud est devenue une seule classe sociale (tous pauvres). Un tel projet a aidé la municipalité, la communauté locale et les personnes embauchées.
  - o La possibilité d'embaucher des jeunes étudiants pour soutenir les élèves en difficulté scolaire (les élèves ayant des difficultés d'apprentissage, ou dont la santé mentale a été éprouvée par les multiples crises et l'épidémie) à travers des cours particuliers surtout avec le manque de moyens des parents pour payer un tuteur.

#### *Sélection des familles à appuyer*

Pour la sélection des familles, il a été convenu de travailler avec l'expert sur une liste de critères comme notamment la situation sociale et la vulnérabilité des familles tout en assurant la diversité pour toucher tous les groupes. Par ailleurs, pour sélectionner les jeunes, autres les critères relatifs au manque d'emploi et la situation sociale dégradée, il faudra se fonder par exemple sur leur niveau d'étude pour s'assurer de leur habilité à soutenir les élèves en difficulté.

## 1.2 Appui direct à la municipalité de Bourj Hammoud

Un appui direct à la municipalité a été accordé dans le cadre du projet pour accompagner la municipalité de Bourj Hammoud dans l'identification des besoins prioritaires et urgents, et les appuyer aux niveaux technique et financier, notamment en ce qui concerne :

- L'achat d'équipements et l'appui aux agents (3 500€) ;
- L'appui en équipements d'institutions municipales (2 800€).

M. Krikorian a expliqué qu'il y avait 30 écoles (publiques et privées) à Bourj Hammoud, mais suite à la crise, 6-7 écoles ont fermé leurs portes et les autres rencontrent des difficultés. Jadis, la municipalité aidait les écoles financièrement en fonction du nombre d'élèves (une école de 500 élèves recevait un appui de 50 millions de livres libanaises). Cependant, aujourd'hui, la municipalité manque de moyens.

---

## 2. La rénovation d'un centre communautaire dans le quartier de Karantina à Beyrouth, avec le soutien du Beirut Urban Lab

Situé à la périphérie du centre-ville et en bordure du port, le quartier de Karantina s'est transformé en un site de multiples traumatismes, victime d'une marginalisation économique, sociale et spatiale provoquant son isolement du reste de la ville. Le quartier a été baptisé en référence à son objectif initial en tant que centre de quarantaine ottoman, construit dans les années 1830. Il est par la suite devenu une destination pour les travailleurs ruraux et migrants, ainsi que pour de multiples vagues de réfugiés après la Première Guerre mondiale et la Nakba palestinienne, notamment des réfugiés arméniens, kurdes et palestiniens. Il s'est mué en un quartier ouvrier à faible revenu fournissant de la main-d'œuvre au port, à l'abattoir et aux industries locales dans les années 1960 et a été témoin de massacres sévères au cours de la guerre civile libanaise. Après 2011, la zone a accueilli des réfugiés syriens fuyant la guerre en Syrie. Pourtant, pour Karantina, à l'histoire minée par les tragédies, le pire restait à venir avec l'explosion du port, qui a marginalisé davantage la région et exacerbé la vulnérabilité de ses résidents. C'est sans compter l'hyperinflation, la crise économique au Liban et la pandémie de COVID19, qui ont alimenté les difficultés auxquelles la communauté était déjà confrontée.

**Le Beirut Urban Lab (BUL - *Laboratoire Urbain de Beyrouth*) et Design For Communities (D4C - *Design pour les Communautés*) se sont associés dans l'objectif de répondre aux besoins du quartier de Karantina au moyen d'une intervention urbaine et architecturale.**

Le Beirut Urban Lab (BUL - *Laboratoire Urbain de Beyrouth*) consiste en un espace de recherche interdisciplinaire collaboratif au sein de l'Université Américaine de Beyrouth. Le BUL s'est mobilisé immédiatement après l'explosion du mois d'août dans le but d'aider au rétablissement urbain des quartiers touchés, et a accordé la priorité à Karantina, un des quartiers les plus vulnérables de Beyrouth. Le BUL travaille actuellement à un cadre de rétablissement ascendant, inclusif et holistique, centré sur les personnes, socialement équitable et basé sur la préservation du patrimoine. Afin de lancer le projet, l'équipe de recherche dédiée au redressement de Karantina au sein du BUL a collecté des données préliminaires et a développé des liens solides avec la communauté, habitants et acteurs clés. L'équipe a interrogé plus de 60 résidents, propriétaires d'entreprises, chefs de quartiers (moukhtars), membres clés de la communauté et acteurs clés dans le but de comprendre la dynamique se déroulant sur le terrain, d'enregistrer les préoccupations des personnes concernant le processus de reconstruction et l'ère post- explosion, et de coordonner le travail entre les différents acteurs comme première phase. À la suite de la phase initiale, le BUL a recruté et formé des chercheurs/citoyens scientifiques locaux de Karantina et mené conjointement des enquêtes approfondies (545 enquêtes auprès des maisons et 86 enquêtes auprès d'entreprises, établissant le profil des ménages et des entreprises, ainsi qu'une enquête relative aux bâtiments documentant la condition physique de tous les bâtiments de Karantina). Après une coordination continue avec les acteurs sur le terrain, la BUL s'est associé au PNUD dans le but de créer un cadre holistique de redressement urbain à long terme dans le quartier de Karantina et a travaillé en étroite collaboration avec la communauté pour un rétablissement urbain tenant compte des besoins locaux, ainsi que des pratiques et culture locales. Une partie du travail mené par le BUL et le PNUD se base sur la création d'un réseau d'espaces communautaires commun qui pourrait servir de catalyseur destiné au rétablissement de Karantina. Ces actions se déroulent en collaboration avec d'autres acteurs et agences de financement, notamment ONU-Habitat, Offre Joie et l'OIT. Le projet a été lancé sous forme de projet pilote pour le cadre de redressement urbain qui sera mis en œuvre progressivement, et auquel des unités supplémentaires peuvent être greffées, notamment le centre communautaire proposé ici en partenariat avec D4C. L'objectif principal du réseau d'espaces communautaires est le rétablissement de l'environnement urbain, le renforcement des pratiques socio-spatiales des habitants de Karantina et la connexion entre les multiples quartiers, et l'amélioration de l'habitabilité du quartier.

D4C (Design for Communities) est une ONG locale basée à Beyrouth qui rassemble des designers et des professionnels de diverses disciplines dans l'objectif de participer à des projets communautaires et s'engager activement dans le développement durable des villes, des établissements et des quartiers de la région. Avec comme vision l'amélioration de la qualité de vie dans les communautés négligées et marginalisées, D4C travaille en tandem avec les habitants locaux afin de développer des concepts architecturaux qui adressent la protection de l'environnement et les principes de développement durable. Un tel engagement vise à préserver la nature et les moyens de subsistance des générations présentes et futures. Avec une méthodologie de conception orientée vers l'action et une approche participative, nous étudions les besoins réels et évaluons l'impact de nos interventions sur la communauté dans une perspective de développement durable, actif et inclusif. Nous travaillons avec des étudiants universitaires, différentes agences humanitaires, des ONG et des autorités locales afin de créer des solutions innovantes et recyclables destinées à des projets communautaires. En réponse à cet événement catastrophique qu'est l'explosion de Beyrouth, et en partenariat avec le BUL, D4C œuvre à la création d'un centre communautaire inclusif et innovateur, où des programmes polyvalents comme un centre d'aide et de secours, des cliniques de santé, des ateliers éducatifs et d'apprentissage professionnel, et autres, pourraient avoir lieu dans l'espoir de contribuer au rétablissement de la communauté de Karantina.

D4C adoptera un processus participatif. Il organisera des ateliers en coordination avec les ONG locales, la municipalité de Beyrouth et la communauté de Karantina afin d'échanger les commentaires sur les différentes propositions de conception, ceci pour assurer le sentiment d'appartenance et d'appropriation du comité local concernant le centre communautaire proposé. Enfin, D4C finalisera tous les dessins de conception et d'exécution et supervisera la mise en œuvre du projet.

### *Objectifs et mission du projet*

Sur la base des données recueillies auprès des chercheurs locaux, des réunions communautaires organisées et de l'expérience accumulée en matière de redressement urbain, l'équipe BUL-D4C vise à :

1. **Créer un centre communautaire** fonctionnant comme un espace de rétablissement et d'autonomisation à plusieurs niveaux. Le centre communautaire est de ce fait destiné à aider la communauté à surmonter le traumatisme de l'explosion, à renforcer leurs propres capacités. Le centre sera un lieu de référence, d'expression de soi et de consultations communautaires qui a pour but de développer un sentiment d'appartenance au sein de la communauté.
2. Sélectionner un **emplacement approprié** pour le centre communautaire, accessible à tous les membres des différentes communautés d'Al-Khodor, Al-Saydeh et Sénégat en consultation avec le comité local et d'autres parties prenantes. L'emplacement sera connecté au réseau d'espaces ouverts.
3. **Concevoir, innover et mettre en œuvre** un espace communautaire créatif respectueux de l'environnement, durable, sûr et inclusif tout en exploitant de manière créative les talents, les techniques et matériel locaux.

Les objectifs supplémentaires qui seront atteints grâce au processus de co-création et à l'agenda programmatique du centre, comprennent :

4. **Motiver** la communauté à comprendre et à améliorer sa situation en l'invitant à participer au processus de conception, en incitant les habitants à s'approprier leur espace productif commun et à en assumer la responsabilité par le renforcement de leurs capacités.
5. **Autonomiser** les groupes vulnérables, particulièrement les jeunes et les femmes, dans le but de les aider à promouvoir leurs propres compétences et spécialités grâce à des activités qui leur génèrent des revenus.
6. **Éduquer** la communauté en renforçant leurs capacités et l'expression de soi par un apprentissage professionnel et des ateliers éducatifs qui permettent aux populations locales de développer les aptitudes et compétences nécessaires répondant à leurs besoins .
7. **Améliorer** la santé mentale et l'estime de soi des groupes vulnérables grâce à la thérapie, en ciblant les personnes touchées par l'explosion et ses répercussions.

### *Intervention proposée*

Le BUL s'appuiera sur les chercheurs locaux préalablement formés afin de constituer un comité communautaire composé de représentants des trois sous-quartiers. À un stade antérieur, le BUL a recruté et formé 12 chercheurs locaux vivant à Karantina afin d'aider l'équipe dans la collecte et la gestion des données. Les participants ont été sélectionnés parmi différents groupes d'âge, sexes, nationalités, niveaux scolaires et religions. Nous avons essayé d'assurer la formation d'une équipe diversifiée et inclusive reflétant la diversité de la population sur le terrain.

Le BUL organisera par la suite des ateliers de renforcement des capacités pour les chercheurs locaux en vue de former un comité communautaire représentant les trois sous-quartiers. Le comité comprendra également un groupe de personnes âgées solidement établies et réputées dans la région afin d'aider à faciliter le travail du comité et à créer des liens avec les habitants de Karantina. Le groupe de personnes âgées (3 personnes) inclura des membres clés de la communauté/d'anciens chefs de quartiers (moukhtars) des zones d'Al-Khodor et d'Al-Saydeh. Le principal objectif de ce comité est d'établir un lien entre les groupes communautaires et nous-mêmes, de nous réunir régulièrement afin de discuter des derniers problèmes de la région et de la communauté, d'organiser des réunions publiques dans le but de constituer une connaissance actualisée et approfondie des besoins communautaires urgents et d'essayer de proposer des solutions. Nous visons en outre à autonomiser les populations locales, à établir un point de référence pour elles dans la région, à les réunir et à renforcer davantage leur confiance mutuelle.

Le BUL facilitera par ailleurs la gestion à long terme du projet en consultation avec la communauté et la municipalité. En organisant des réunions de suivi relatives aux événements en cours et des mises à jour concernant les progrès du cadre stratégique, le BUL veillera à ce que la municipalité, le comité et la communauté soient pleinement informés des idées et programmes nouveaux pour le centre.

Sur la base de l'expertise de D4C dans le développement de projets communautaires, et de l'évaluation des besoins menée par le BUL, D4C dirigera l'élaboration de la proposition conceptuelle du centre communautaire.

D4C vise à concevoir un centre communautaire innovateur, à égale distance des 3 quartiers de Karantina, qui constituera un point focal permettant la mise en œuvre de différents programmes pour le renforcement des capacités, les opportunités d'apprentissage et les initiatives de réseautage social.

Il s'agit de créer un espace sûr et responsabilisant pour les personnes en difficultés, de se connecter avec des bénévoles, de bâtir un réseau de solidarité et de participer à des ateliers communautaires, le tout dans l'espoir de réduire leurs futures dépendances et de maintenir la durabilité communautaire.

En fonction des besoins de la communauté et de l'approche fondée sur des données probantes, le programme pourrait inclure :

- **Des ateliers de formation : apprentissage professionnel et perfectionnement** permettant d'autonomiser les jeunes et les femmes en les formant à l'artisanat, à la promotion de leurs compétences et à la création d'activités génératrices de revenus dans le but de contribuer à la durabilité à long terme. Grâce au renforcement des capacités, nous parvenons à l'autonomisation des communautés en ciblant la durabilité économique et le chômage.
  - **Des activités éducatives et culturelles** en proposant une bibliothèque publique et des espaces de lecture, nous visons à faciliter et promouvoir l'éducation au sein de la communauté.
  - **Des espaces de loisirs** communautaires, dédiés au divertissement du comité des jeunes, ainsi que des centres pour personnes âgées, destinés aux personnes nécessitant des soins et une attention supplémentaire.
  - **Des services cliniques de soins de santé et de thérapie** destinés aux individus et aux groupes afin d'aider les enfants, les jeunes et les adultes à surmonter leur traumatisme psychologique due à l'explosion de Beyrouth et à améliorer la santé mentale des habitants de Karantina.
  - **Des réunions sociales** et des assemblées publiques permettant de renforcer et de maintenir durablement le sentiment d'appartenance et d'unité de la communauté.
-

### **3. Actions dans le domaine de l'éducation : appui à l'enseignement à distance et à l'apprentissage des outils du numérique**

Depuis le début de la pandémie, l'éducation de millions d'élèves à travers le monde a été perturbée. Pour respecter les mesures sanitaires adoptées par les gouvernements, les écoles ont tenté de modifier considérablement leur fonctionnement. Conséquence : l'apprentissage à distance et en ligne est devenu la seule alternative pour sauver l'année scolaire.

Le Liban aussi n'a pas été exempté : depuis la fermeture forcée des écoles pour cause de coronavirus, le 29 février 2020, le système scolaire a été bousculé. Les établissements scolaires privés et publics du pays ont commencé à adopter l'enseignement à distance. Certains se préparaient même depuis le 17 octobre 2019, date du début du soulèvement populaire contre la classe politique libanaise. Toutefois, nombreux établissements ont rencontré de majeures difficultés et ont eu du mal à s'adapter aux nouvelles méthodes numériques.

Depuis fin avril 2021, le ministère de l'Éducation a approuvé la réouverture partielle des écoles : les élèves libanais ont donc repris l'enseignement en mode "hybride" (présentiel et virtuel) le 21 avril pour le cycle secondaire, le 5 mai pour les élèves de troisième et enfin, à partir du 17 mai pour les autres classes.<sup>2</sup> Par contre, cette réouverture a été rejetée par bon nombre de parents et de professeurs qui estiment que l'école publique et un nombre important d'écoles privées n'ont pas les moyens pour réussir à faire respecter les gestes barrières et, en conséquence, certains établissements pratiquent toujours l'apprentissage à distance.

Aujourd'hui les priorités des collectivités locales diffèrent : si, pour certaines, la formation des usagers des écoles (enseignants, parents et élèves) aux nouveaux outils techniques restent prioritaires (surtout que pour la rentrée scolaire 2021-2022, la reprise des cours en présentiel ou virtuel n'a pas encore été décidée), pour d'autres, la priorité consiste à aider les parents à payer les frais de scolarité et la fourniture de leurs enfants. En effet, la crise actuelle politique, économique et financière a terrassé encore plus le secteur éducatif et notamment les parents qui se retrouvent aujourd'hui à bout de souffle (à noter que cela vaut également pour les jeunes lycéens diplômés – bacheliers – qui ont des difficultés à payer les frais de l'université).

Afin d'appuyer les collectivités libanaises et les aider à répondre aux besoins locaux de leur population en matière d'enseignement, Cités Unies Liban/ Bureau Technique des Villes Libanaises propose d'accompagner trois municipalités au niveau technique et financier dans la mise en œuvre d'un projet social local dans le domaine de l'éducation (qui sera défini au vu des besoins propres à chaque collectivité).

#### *Les thématiques concernées*

Selon les besoins qui seront identifiés par chaque collectivité, les thématiques au niveau de l'enseignement peuvent inclure (mais ne sont pas limitées à) :

- La formation des enseignants/élèves à l'utilisation des plateformes en ligne ou autres outils techniques.
- L'accompagnement des parents dans l'acquisition des compétences numériques/sensibilisation.
- L'appui technique et matériel aux populations vulnérables dans le domaine de l'éducation (ex : besoin de fourniture scolaire, frais d'inscription, écolages, etc.).
- Achat d'équipement (ordinateur, tablette, etc.).
- Cours particuliers pour certains élèves en difficulté d'apprentissage.
- Autre action éducative qui correspond à un enjeu local prioritaire.

#### *Méthodologie de sélection des collectivités locales bénéficiaires*

Trois collectivités territoriales seront bénéficiaires d'un accompagnement dans la mise en œuvre d'un projet local dans le domaine de l'éducation. Elles seront également appuyées pour l'achat d'équipements et l'appui aux agents, et l'appui en équipements d'institutions municipales.

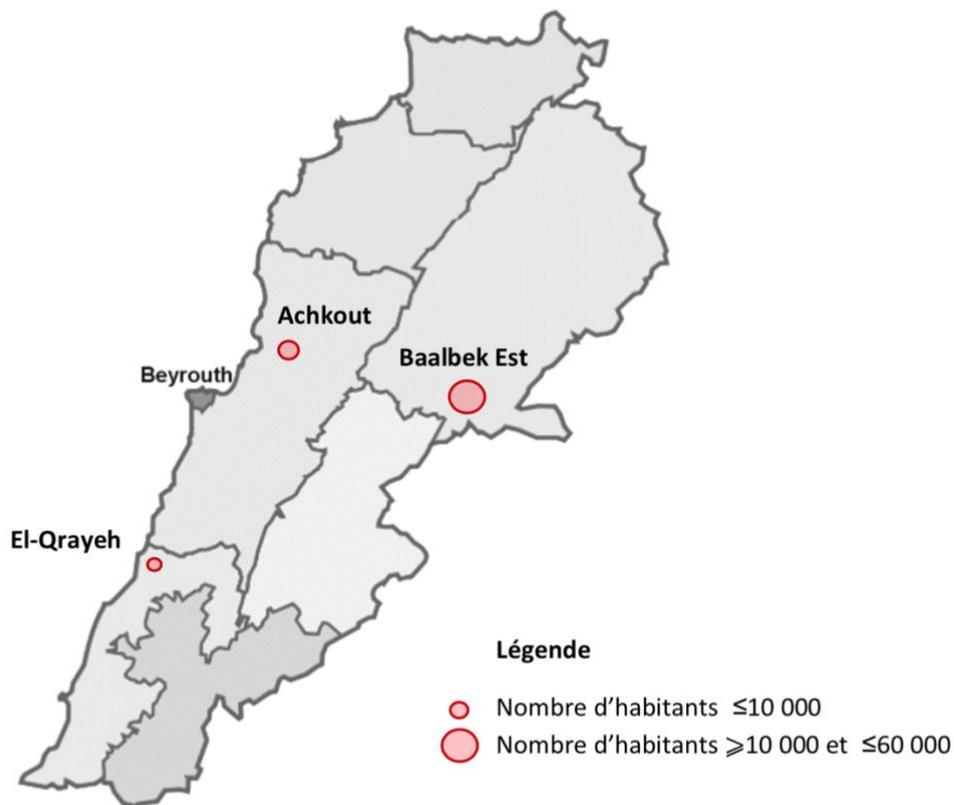
En premier lieu, une pré-sélection (parmi les 75 collectivités locales libanaises membres de Cités Unies Liban/BTVL) est effectuée sur la base des critères suivants :

- la situation géographique des villes : ville de la 1ère ou 2ème couronne de Beyrouth<sup>3</sup>, province, ville frontalière ;
- la situation sociale locale dégradée ;
- la vulnérabilité des collectivités locales ;
- la volonté politique forte de la collectivité à appuyer l'éducation ;
- le niveau d'engagement du maire et de ses agents ;
- la participation active des collectivités avec CGLU ;
- la présence d'un agent de développement local (ADL) formé par Cités Unies Liban/BTVL ;
- les collectivités dont les agents auront bénéficié de formations en développement local assurées par Cités Unies Liban/BTVL durant les années antérieures avec l'appui de la coopération française et catalanes.

#### *Collectivités territoriales sélectionnées*

Pour l'action « Appui à l'enseignement », trois collectivités locales seront bénéficiaires :

- Une collectivité locale dans la région du Mont-Liban : la municipalité **d'Achkout** ;
- Une collectivité locale dans la région de Baalbek-Hermel : la fédération de municipalités de **Baalbek Est** ;
- Une collectivité locale dans la région du Liban-Sud : La municipalité **d'El-Qrayeh**.



Carte des collectivités bénéficiaires d'un appui à l'enseignement

## 4. Le soutien au Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL) pour ses activités

Le dernier communiqué de la Banque mondiale mentionne que le Liban endure « une dépression économique sévère et prolongée ».<sup>1</sup> En effet, saisi entre la crise économique et financière d'une part, et les contraintes de la situation sanitaire liée au COVID-19 d'autre part, le pays connaît la pire récession de son histoire. Conséquence : l'activité de certains secteurs-clés a été réduite à néant et la dépréciation de sa monnaie a atteint les 87 %.

Tous ces paramètres laissent entrevoir une aggravation « prolongée » de la situation libanaise, avec une inflation annuelle de 80 %. Selon l'ESCWA (la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale), plus de la moitié de la population libanaise (55 %) vivait déjà en mai dernier sous le seuil de pauvreté.<sup>2</sup> Des sondages entrepris en novembre-décembre 2020 par la Banque mondiale montrent que 41 % des ménages connaissent des difficultés à acheter de la nourriture notant que les prix alimentaires ont augmenté considérablement entre le 14 février 2020 et le 30 mars 2021, selon l'étude de l'institution internationale.<sup>3</sup> Le taux de chômage, quant à lui, est passé de 28% en février 2020 (avant les mesures de confinement liées au coronavirus), à 40 % en novembre-décembre 2020.<sup>4</sup>

Parallèlement à cette situation et à l'effondrement des réserves de dollars, les banques ont imposé de fortes restrictions sur les retraits en dollars des déposants et sur les transferts internationaux. Les banques libanaises ont également bloqué tous les prêts et interdit l'ouverture de nouveaux comptes.

A ce contexte de crise s'ajoute, depuis le 4 août 2020, l'explosion du port de Beyrouth qui a exacerbé la souffrance des Libanais.

### **Les multiples défis des collectivités locales libanaises**

---

Dans ce contexte de multiples crises, les collectivités locales libanaises, dernier rempart de l'action publique, tentent tant bien que mal de répondre aux besoins de leurs habitants et d'assurer la délivrance de services publics de base. Leurs ressources financières, déjà faibles suite au retard de versement des dotations de l'État, ont progressivement diminué en l'absence de réception des taxes par les habitants et les entreprises. Par ailleurs, les budgets des collectivités locales libanaises sont en livres libanaises, convertis en dollars au taux du marché libre, ces montants ne valent plus grand-chose.

Plusieurs collectivités locales se sont donc retrouvées dans l'obligation de licencier leurs employés ou n'ont pas les ressources suffisantes pour payer les salaires des agents encore présents (notant que les salaires des employés sont en livres libanaises). Par ailleurs, la plupart des collectivités locales ne disposent pas de personnels compétents pour gérer les situations de crises.

### **Impact de la crise économique et financière sur Cités Unies Liban/BTVL**

---

Cités Unies Liban/BTVL anime un réseau de 75 collectivités locales au Liban et travaille depuis de nombreuses années pour l'appui à la décentralisation, le renforcement de l'institution municipale et des capacités des élus et agents municipaux avec l'appui des coopérations décentralisées française et catalane.

Cependant, la crise économique et financière qui sévit au Liban depuis octobre 2019 n'a pas épargné Cités Unies Liban/BTVL dont une bonne partie des frais de gestion (location des bureaux, équipements et maintenance, télécommunications, cabinet d'audit et d'expertise comptable, cabinet juridique, impôts et taxes, assurances...

---

<sup>1</sup> World Bank Group, décembre 2020. Disponible sur :

<https://www.worldbank.org/en/country/lebanon/publication/lebanon-economic-monitor-fall-2020>.

<sup>2</sup> "Poverty in Lebanon: Impact of Multiple Shocks and Call for Solidarity." ESCWA, 19 août 2020. Disponible sur : <https://www.unescwa.org/news/Lebanon-poverty-2020>.

<sup>3</sup> Magaly ABBOUD, « La hausse des prix alimentaires au Liban est la plus élevée dans le MENA, selon la BM », l'Orient-le Jour, 13 avril 2021. Disponible sur : <https://www.lorientlejour.com/article/1258408/la-hausse-des-prix-alimentaires-au-liban-est-la-plus-elevee-dans-le-mena-selon-la-bm.html>.

<sup>4</sup> Magaly ABBOUD, « Le Liban en « dépression économique sévère », selon la Banque mondiale », l'Orient-le Jour, 9 avril 2021. Disponible sur : <https://www.lorientlejour.com/article/1257890/le-liban-en-depression-economique-severe-selon-la-banque-mondiale.html>.

ainsi qu'une part des salaires du personnel administratif et financier) dépendaient des cotisations et participation aux frais des projets par les collectivités locales libanaises. Comme mentionné précédemment, les collectivités locales libanaises ne sont plus en mesure de payer leurs cotisations et, si elles le faisaient, la dévaluation de la livre libanaise par rapport au dollar ferait que ces cotisations ne représentent malheureusement plus rien.

Pour cela, Cités Unies Liban/BTVL s'est mobilisé pour faire remonter les besoins des collectivités locales libanaises et ainsi monter des projets d'urgence qui ciblent la situation actuelle. Cependant, l'augmentation des prix, les limitations des retraits en dollars, la perte du montant des cotisations des collectivités territoriales n'ont pas épargné Cités Unies Liban/BTVL dont le travail a été directement impacté.

### **L'appui demandé pour Cités Unies Liban/BTVL**

---

L'appui demandé à nos partenaires français concerne essentiellement trois postes affectés par la crise et qui assurent le fonctionnement du bureau au quotidien :

- **Appui administratif** pour la mise en œuvre des projets, la comptabilité et le suivi financier des différents projets, l'archivage, le suivi du personnel et des ressources humaines, les formalités administratives liées à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), les impôts et taxes, le secrétariat du bureau, la gestion des bases de données du BTVL (logistique, coordonnées, coopération décentralisée...), (Appui à 2 postes affectés à ces tâches : une Responsable administrative et de la comptabilité et une secrétaire).
- **Appui logistique** pour les affaires courantes du BTVL (chauffeur) et le lien avec les différents établissements de l'État (Ministères, CNSS, courrier...), tout ça lié à la pandémie et les restrictions de mobilité imposées par l'État... (Appui à 1 poste affecté à cette tâche : chauffeur-Agent polyvalent).
- **Appui à la communication** du BTVL pour mettre en lumière les besoins des collectivités, les difficultés rencontrées, les propositions formulées aux ministres, bailleurs de fonds, ambassadeurs, ONG... en relation avec le domaine municipal.

Il faudrait également assurer la visibilité de nos projets et entre autres le projet *Fonds de solidarité pour le Liban* à travers nos outils de communication :

Le Site web et sa mise à jour continue en arabe, en français et en anglais.

Le Facebook en arabe et en français.

Le Bulletin d'info du BTVL (semestriel) en arabe et en français.

Le Rapport d'activités (annuel) en arabe et en français.

Les articles sur les projets des villes de développement local (trimestriel) en arabe et en français.

Les mails réguliers d'info sur l'actualité, les ODD, les programmes des bailleurs de fonds, les différentes annonces... (Appui à un poste affecté à ces tâches à temps partiel).

---

# Calendrier

## Activités en cours

### 1. L'appui aux familles sinistrées dans la municipalité de Bourj Hammoud

Été 2021 : Etude et identification des familles dans le besoin ; définition des types d'appuis accordés aux familles ; Préparation logistique avec la municipalité de Bourj Hammoud

Septembre 2021 : Appui aux 38 familles (en une fois, deux fois ou trois fois selon les résultats des études menées)

### 2. La rénovation d'un centre communautaire dans le quartier de Karantina à Beyrouth, avec le soutien du Beirut Urban Lab

#### 1. Enquête et relevé - avril 2021

- Le BUL évaluera la situation et les besoins de la communauté, en soulignant les problèmes dans la région de Karantina grâce à l'analyse des données et à la consultation de la communauté.
- Le BUL établira des liens et définira le cadre de collaboration avec les propriétaires du terrain, la municipalité, les ONG qui exploiteront le centre communautaire proposé, les comités et la communauté dans son ensemble.
- Le BUL et D4C développeront un programme à exécuter dans le centre communautaire sur la base de leur évaluation des besoins et des consultations communautaires et étudieront sa possibilité de réalisation.

#### 2. Proposition de concept - juin 2021

D4C effectuera des visites de sites, des observations et des entretiens avec des ONG spécialisées dans la réalisation des activités qui auront lieu au centre, et avec la communauté de Karantina afin de comprendre les exigences spatiales.

- D4C développera un concept de centre communautaire au moyen d'une approche participative avec la communauté, la municipalité et l'ONG en place.
- Le BUL animera des ateliers avec la communauté afin de discuter de la proposition de design et d'obtenir l'appui de la communauté et de l'ONG en place.
- Le BUL explorera des sites potentiels pour l'emplacement du centre communautaire compatible avec le système de réseau d'espaces ouverts.
- D4C et le BUL obtiendront l'approbation et les permis nécessaires de la communauté et de la municipalité.

#### 3. Documents de construction - septembre 2021

D4C élaborera les documents de construction du centre communautaire.

#### 4. Exécution du projet - septembre-octobre 2021

D4C confiera la mise en œuvre du projet après le processus d'appel d'offres aux entrepreneurs et supervisera les travaux de construction.

### 3. Actions dans le domaine de l'éducation : appui à l'enseignement à distance et à l'apprentissage des outils du numérique

Été 2021 : Elaboration du plan de formation et du plan d'action avec les collectivités libanaises

Septembre 2021 : Mise en œuvre du plan de formation et du plan d'action

**4. Le soutien au Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL) pour ses activités**

Démarrage au printemps 2021 pour toute la durée du programme (2 ans).

**Activités à venir**

Le second semestre 2021 et l'année 2022 verront le démarrage de plusieurs actions : (chronologiquement)

<b>En septembre 2021, puis en janvier 2022</b>	Organisation de webinaires franco-libanais sur la gestion des crises institutionnelles et humanitaires par les gouvernements locaux. Le programme fera intervenir les acteurs des institutions et de la société civile afin d'engager une mise en commun des savoir-faire et des ressources.
<b>Second semestre 2021</b>	Soutien des collectivités locales libanaises en équipements.
<b>Printemps 2022</b>	Formations professionnels, stages en entreprise, insertion communautaire et sociale.